



DR MEDIA2.GRUPRC.RO

du président Voronine : ne plus arrêter d'étudiants, ne plus entraver l'activité de la presse, renouer les relations avec la Roumanie.

Reste que le gouvernement moldave a accusé l'opposition libérale d'avoir instrumentalisé ces manifestations violentes. Néanmoins, celui-ci vient d'accepter un recompte des votes. Et a fait appel à l'aide de l'UE.

Et demain...

Les échos des manifestations ont internationalisé le conflit. Des défilés de soutien ont eu lieu de Québec à Bruxelles, à Paris et même à Moscou. Que va-t-il advenir de ce pays et de la Transnistrie, qui, en attendant, masse déjà des troupes à ses frontières. La situation est pour le moins explosive. La Moldavie reste en effet un territoire tampon entre l'UE et la Russie.

La région de Transnistrie abrite encore des troupes russes (malgré une promesse de retrait faite en 2004, au Sommet d'Istanbul). Les manifestations qui ont lieu depuis plus de 10 jours déjà ne font que rappeler la position pro roumaine des partis d'opposition ainsi que la lassitude du peuple moldave. Quatre millions de Moldaves qui en ont assez de vivre dans la pauvreté et dans le doute quant à leur avenir. L'entrée du pays en UE, comme dans l'Otan, dépend de la résolution du problème transnistrien. Une solution encore bien loin d'être acquise tant cette petite portion d'Europe rassemble de tensions et d'antagonismes et reste le jouet de la Russie.

Bruxelles peut éviter par un soutien économique renouvelé à la Moldavie un retour définitif de cette dernière dans le giron russe. L'Union devra, en tout état de cause, s'impliquer durablement dans la région. ■

IULIA BADEA-GUÉRITÉE

sant une pancarte « À bas le communisme ! »

qui veulent déstabiliser l'État ». Ainsi, a-t-il expulsé l'ambassadeur roumain sur place, Filip Teodorescu, fermé les frontières du pays, rétabli l'obligation d'avoir un visa pour les Roumains. En espace de quelques jours, les relations entre la république moldave et la Roumanie se sont envenimées de manière dramatique. Si la Roumanie n'a plus d'ambassadeur sur le sol moldave,

l'ambassadeur moldave à Bucarest a été lui aussi rappelé pour consultations. Entre temps, les manifestations de soutien se multiplient à Bucarest. Le président roumain a réaffirmé ce mardi, devant le Parlement, sa neutralité. De leur côté, l'Union européenne et les États-Unis ont décidé de ne pas s'en mêler. Aucune prise de position, mais plutôt des conseils en direction

« Il ne faut pas jeter de l'huile sur le feu ! »



QUESTIONS À

Thierry de Montbrial,
directeur général de l'Institut français
des relations internationales (Ifri).

Comment expliquez-vous le manque de réactions de l'UE envers les événements de Chisinau ?

Je suis de ceux qui pensent qu'on ne doit pas intervenir dans les affaires des autres États. Comme la situation est déjà très tendue, il faut faire attention à ne pas jeter de l'huile sur le feu. De plus, je pense que l'Union européenne n'est pas en mesure d'affronter une crise majeure dans la République moldave, à cause des retombées difficilement prévisibles d'une telle crise notamment en Roumanie, en Ukraine et en Russie. A cela il faut ajouter que l'UE n'est pas prête à accueillir la Moldavie dans un avenir proche.

Les Moldaves se demandent pourquoi les Occidentaux ne viennent pas les aider...

Dans cette région de Transnistrie, les bouleversements ont été considérables. Ethniquement, ce territoire se rattache aujourd'hui au monde ukrainien et russe beaucoup plus qu'au monde roumain. Si dans cette région, l'impression se renforce que les pays occidentaux poussent à un changement de régime, les Russes ne tarderont pas à reconnaître l'indépendance de la Transnistrie. Nous nous trouverions alors dans la même situation qu'en Géorgie où l'Ossétie de Sud a proclamé son indépendance. L'UE ne souhaite pas retomber dans pareil piège.

Quel lien peut-on établir entre ces événements et la révolution roumaine de 1989 ?

Cela n'a rien à voir. La Moldavie n'est pas le régime totalitaire de Ceausescu. Même si les élections ont été manipulées, elles ne l'ont pas été massivement.

Ce qui se passe là-bas est une conséquence directe de la crise économique qui frappe un pays mené par un régime, certes médiocre. Après sa sortie de l'URSS, la Moldavie n'a pas pu s'orienter vers l'Europe et elle n'est pas sortie d'un marasme économique qui s'est, au contraire, aggravé. Et tant que la question de la Transnistrie ne sera pas réglée, il sera difficile d'envisager une candidature à l'UE. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR I.B.-G.

CONFLITS GELÉS. Transnistrie, Ossétie du Sud, Nagorno-Karabakh, Abkhazie...

Crainte aux portes de l'UE

Quatre territoires situés dans la région des monts Caucase, dans la proximité de la Russie et de la Mer noire. Autant de républiques auto-proclamées que personne ne reconnaît. Et autant de problèmes ! Qui inquiètent le monde entier et provoquent attentats (comme celui de Beslan, en Ossétie de Nord, en 2004 qui a causé 335 morts) et guerres.

Ce terme de « conflits gelés » est utilisé pour évoquer ces régions qui ont abrité des luttes pour la souveraineté territoriale, stoppés pour une raison ou une autre, mais jamais solutionnés. Le concept qui évoque un immense congélateur est souvent préféré à celui de conflits latents. En lieu et place de conflits gelés, il vaudrait mieux parler de luttes souterraines et lourdes de menaces pour la paix dans cette région.

Situé dans l'Est de la république moldave, la Transnistrie est apparue vers fin 1990 comme la conséquence de la peur que les minorités russes et ukrainiennes ont eu de se voir « dé-russifiées », de voir l'alphabet cyrillique abandonné au profit du latin, ou la région tout entière annexée à la Roumanie.

Enclave majoritairement arménienne, Nagorno-Karabakh (situé à l'Ouest de l'Azerbaïdjan) s'est autoproclamé République indépendante en 1991. La région a été le théâtre d'une guerre qui a causé des milliers de victimes, au début des années 90. La population arménienne est ici en conflit avec les Azéris, autre peuple habitant ce territoire.

L'Abkhazie est un territoire de 8600 km carrés, à l'est de la Mer noire, entre la Géorgie et la Russie. Autoproclamé en 1992, elle est aujourd'hui sous le contrôle des observateurs de l'ONU et des troupes de maintien de la paix.

L'Ossétie du Sud est, elle, située au nord de la Géorgie, à la frontière avec la Russie. Son statut a été reconnu en 2008 par la Russie, suite à la guerre éclair de l'été 2008, contre la Géorgie. Mais pas par la communauté internationale. Le désir des Ossètes est de rejoindre l'Ossétie du Nord, pays voisin qui fait partie de la confédération russe. À noter, cette région abrite la plupart des bases russes dans le Caucase.

Les Russes justifient leur désir de maintenir leur zone d'influence dans ces ex-territoires soviétiques par l'activisme de l'UE et surtout de l'Otan, organisations qui ont tendu les bras jusqu'aux portes de Moscou à ces républiques dissidentes. La Russie tente par tous les moyens (maintien des troupes, passeport russe délivrés aux habitants, chantage au gaz) d'empêcher les pays qui abritent ces régions d'adhérer à l'alliance nord-atlantique. Mais la reconnaissance internationale du Kosovo a ouvert la boîte de Pandore, l'ex-territoire yougoslave faisant jurisprudence pour toutes ces petites républiques.

Certains analystes estiment malgré tout que les pseudo-régimes au pouvoir dans les républiques autoproclamées sont conduits par des dirigeants qui ont des liens avec les mafias. Ce qui n'est assurément pas une contre-vérité puisque la plupart des routes du trafic de la drogue et de la traite des êtres humains traversent ces régions. ■

I. B. -G.